

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1996

Déficit en baisse de \$1.9 milliard en juin 1996

Le déficit pour juin 1996 était évalué à \$0.7 milliard, en baisse de \$1.9 milliard par rapport à juin 1995.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation (de 7.7 %) des recettes budgétaires et à la baisse des dépenses de programmes (de 11.1 %) et des frais de la dette publique (de 3.1 %).

Déficit en baisse de \$3.7 milliards d'avril à juin 1996

Pour la période de trois mois (avril à juin), le déficit s'est établi à \$5.3 milliards, en baisse de \$3.7 milliards par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de \$1.9 milliard (de 6.6 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance des impôts sur le revenu (de 9.6 %), des recettes au titre des taxes et des droits d'accise (de 5.1 %) et des recettes non fiscales (de 26 %), tempérée par la baisse (de 7.1 %) des cotisations d'assurance-emploi.
- Les dépenses de programmes ont diminué de \$1.5 milliard (de 6.0 %), traduisant surtout l'effet des mesures de compression instaurées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de \$0.3 milliard (de 2.2 %). Cela traduit la baisse des taux d'intérêt, et surtout des taux à court terme. Les compressions financières opérées par les gouvernements fédéral et provinciaux et la faiblesse soutenue de l'inflation ont favorisé la diminution des taux d'intérêt.

Près de la moitié de l'amélioration d'une année sur l'autre enregistrée au cours des trois premiers mois de l'exercice 1996-97 est attribuable à des facteurs propres au premier trimestre. Par conséquent, il est impossible d'extrapoler à partir des données dont nous disposons jusqu'à maintenant pour calculer l'évolution du déficit pour l'année. Par contre, une fois ces facteurs ponctuels comptabilisés comme il se doit, les résultats enregistrés jusqu'à maintenant concordent avec les prévisions budgétaires de mars 1996, qui faisaient état d'un déficit de \$24.3 milliards en 1996-97, soit 3 % du PIB. Au début de l'automne, le ministre des Finances présentera une évaluation de la situation économique actuelle et de son incidence sur le déficit prévu pour 1996-97.



La revue financière

Tableau 1

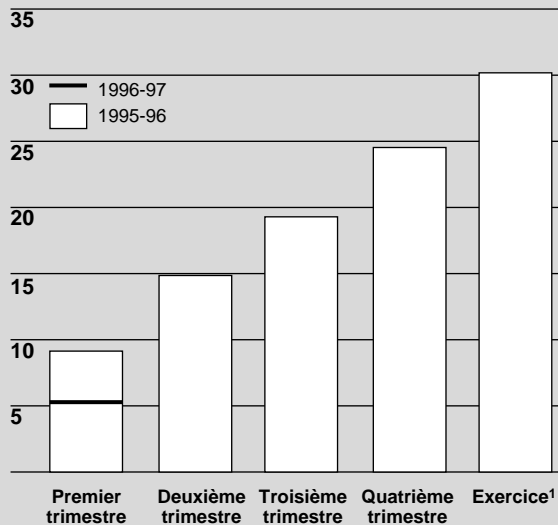
État sommaire des opérations

	Juin		Avril à juin	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10,402	11,200	28,399	30,276
Dépenses de programmes	-9,010	-8,009	-25,657	-24,127
Excédent de fonctionnement	1,392	3,191	2,742	6,149
Frais de la dette publique	-3,963	-3,844	-11,699	-11,444
Déficit/excédent	-2,571	-653	-8,957	-5,295
Opérations non budgétaires	-2,246	-1,692	-1,776	-1,366
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-4,817	-2,345	-10,733	-6,661
Opérations de change	1,544	1,196	-627	815
Total des besoins financiers	-3,273	-1,149	-11,360	-5,846
Opérations de la dette non échue	1,981	552	11,761	-328

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Le déficit fédéral 1995-96 et 1996-97

Cumul annuel
en milliards de dollars



¹ Estimation

Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril et juin 1996 ont augmenté de \$1.9 milliard (de 6.6 %). Cette hausse est largement attribuable aux rentrées d'impôt sur le revenu, en hausse de \$1.7 milliard. La baisse des cotisations d'assurance-emploi a été tempérée par l'augmentation des autres composantes de recettes. Par contre, de cette hausse des recettes, une fraction de \$1.2 milliard est attribuable à des facteurs particuliers à la période d'avril à juin. Par conséquent, on ne prévoit pas que la hausse des recettes se maintiendra à ce rythme durant le reste de l'exercice.

D'une année sur l'autre, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de \$1.6 milliard (de 11.2 %). Près de la moitié de cette augmentation est imputable à la hausse des impôts versés lors de la production des déclarations de l'année d'imposition 1995, déduction faite des remboursements. L'échéance de production des déclarations de revenus des particuliers est en général le 30 avril. Les impôts reçus au cours de cette période influent donc sur les résultats financiers pour le premier trimestre.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Juin		Avril à juin		Variation en pourcentage
	1995	1996	1995-96	1996-97	
(en millions de dollars)					
(%)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	4,793	5,759	14,303	15,899	11.2
Impôt des sociétés	1,216	1,118	2,728	2,765	1.4
Autres	97	114	342	385	12.6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6,106	6,991	17,373	19,049	9.6
Cotisations d'assurance-emploi	1,684	1,566	4,927	4,575	-7.1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1,337	1,208	2,592	2,856	10.2
Droits de douane à l'importation	240	216	642	480	-25.2
Taxes de vente et d'accise	605	675	1,698	1,846	8.7
Total des taxes et droits d'accise	2,182	2,098	4,932	5,182	5.1
Total des recettes fiscales	9,972	10,655	27,232	28,806	5.8
Recettes non fiscales	430	545	1,167	1,470	26.0
Total des recettes budgétaires	10,402	11,200	28,399	30,276	6.6

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés accusent une légère hausse, alors que la progression soutenue des acomptes provisionnels a presque été annulée par une augmentation des remboursements.

Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de \$0.4 milliard en raison d'une baisse des taux de cotisation en 1996 et de la réduction des gains cotisables servant au calcul des cotisations, qui a pris effet en janvier 1996.

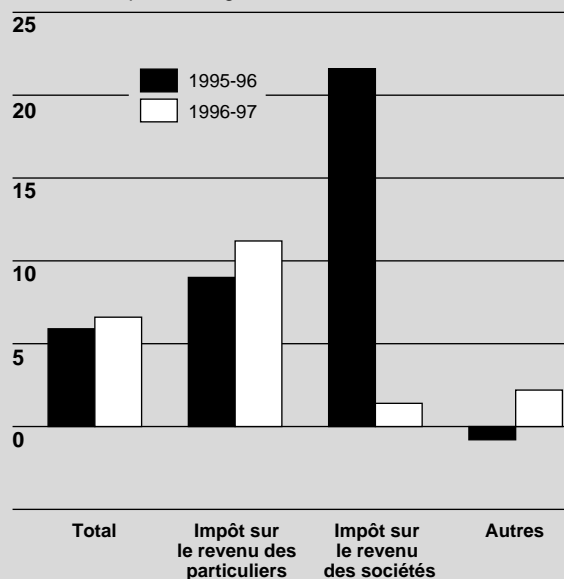
Le total des taxes et des droits d'accise a augmenté de \$0.1 milliard :

- Les recettes nettes de TPS ont grimpé de 10.2 % (ou \$0.3 milliard) d'une année sur l'autre. La totalité de cette augmentation est survenue en avril, ce qui ne dénote pas tant une hausse des recettes de TPS en avril 1996 que la faiblesse anormale de ces recettes en avril 1995. D'une année sur l'autre, les recettes nettes de TPS ont été inférieures en mai et en juin, signe de la morosité touchant le secteur de la vente au détail.

Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre,
avril à juin

variation en pourcentage



La revue financière

- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 25.2 %, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.
- Le produit des autres taxes et droits d'accise a grimpé de 8.7 %, traduisant en partie la hausse des taxes sur le transport aérien; à compter d'avril 1996, ces sommes sont incluses dans les recettes budgétaires, au lieu d'être appliquées en réduction des dépenses des programmes, comme c'était le cas lors des années précédentes.

Baisse des dépenses budgétaires

Entre avril et juin 1996, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de \$1.8 milliard (de 4.8 %). Cette baisse est imputable à la diminution des frais de la dette publique et à la réduction des dépenses des programmes.

Les frais de la dette publique ont fléchi de \$0.3 milliard (de 2.2 %), ce qui traduit la baisse des taux d'intérêt, surtout des taux à court terme. Les restrictions financières touchant le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et le maintien d'une faible inflation ont fourni les conditions nécessaires à cette baisse des taux d'intérêt.

Les dépenses de programmes accusent une baisse de \$1.5 milliard (de 6.0 %) pour la période d'avril à juin 1996 par rapport à la même période en 1995-96. Cette baisse traduit principalement l'effet des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 en vue de réduire et de restructurer les dépenses du gouvernement fédéral. Cependant, la baisse trimestrielle enregistrée d'une année sur l'autre pourrait conduire à une surestimation des réductions prévues des dépenses de programmes pour l'ensemble de l'exercice, en raison du calendrier de mise en application des mesures de restriction, en particulier celles qui touchent les transferts aux autres paliers de gouvernement.

La variation en pourcentage des transferts en espèces aux autres paliers de gouvernement (de -18.4 %) d'une année sur l'autre pourrait conduire à une surestimation des réductions prévues pour l'ensemble de l'exercice. Cela s'explique par le mode de réduction appliqué par le passé pour les transferts à l'Ontario, à l'Alberta et à la

Colombie-Britannique au titre du Régime d'assistance publique du Canada. En 1995-96, le gouvernement fédéral a continué d'acquitter le montant des droits à ces provinces dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, à concurrence du plafond annuel de ces transferts, qui n'a été atteint que vers la fin de l'exercice. Par contre, dans le cadre du TCSPS, les provinces reçoivent des versements mensuels égaux.

Pour ce qui est des autres principales composantes des dépenses des programmes, les transferts aux particuliers ont baissé de 2.6 % au cours du premier trimestre de 1996-97, la hausse des transferts aux personnes âgées étant plus que compensée par la baisse des transferts de prestations d'assurance-emploi et de pensions et allocations d'ancien combattant. Il y a eu aussi un fléchissement des autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État et des dépenses liées à la défense, ce qui est une conséquence des mesures de réduction des dépenses. Il y a eu par ailleurs une hausse légère de toutes les autres dépenses des ministères, en raison du calendrier des paiements.

Dépenses budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre,
avril à juin

variation en pourcentage

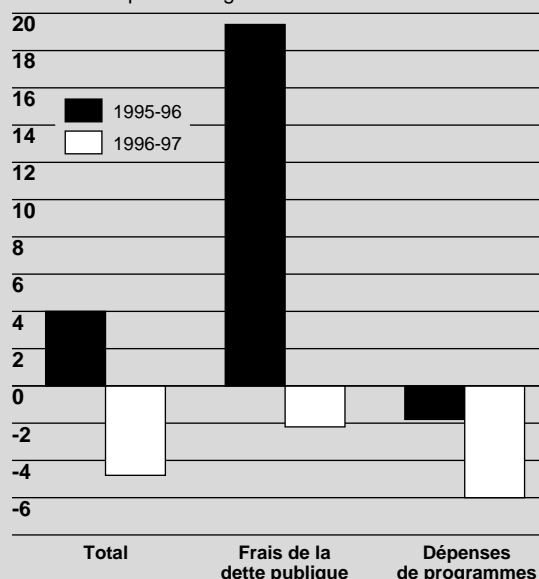


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Juin		Avril à juin		Variation en pourcentage
	1995	1996	1995-96	1996-97	
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1,745	1,791	5,135	5,296	2.5
Prestations d'assurance-emploi	958	853	3,283	13,265	-9.6
Pensions et allocations aux anciens combattants	119	111	351	335	-3.6
Total	2,822	2,755	8,769	8,896	-2.6
Autres administrations					
Transfert canadiens en matière de santé et de programmes sociaux	1,861	1,254	5,033	3,762	-25.3
Transferts fiscaux	1,103	872	2,656	2,621	-1.3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-169	-488	-505	3.5
Total	2,801	1,957	7,201	5,877	-18.4
Autres					
Subventions à l'agriculture	6	15	30	66	120.0
Programmes des Indiens et des Inuit	255	277	1,154	1,167	1.1
Développement régional	15	17	31	37	20.9
Sciences et technologie	75	97	205	180	-12.2
Aide internationale	100	115	276	274	-0.7
Autres	469	383	1,197	1,088	-9.0
Total	920	905	2,893	2,813	-2.8
Total des transferts	6,543	5,618	18,863	17,587	-6.8
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	82	65	354	298	-15.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	163	177	429	451	5.0
Autres	99	103	289	303	1.8
Total	345	345	1,081	1,052	-2.7
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	809	734	2,044	1,764	-13.7
Toutes les autres dépenses ministérielles	1,313	1,312	3,669	3,724	1.5
Total	2,122	2,046	5,713	5,488	-3.9
Total des dépenses de programmes	9,010	8,009	25,657	24,127	-6.0
Frais de la dette publique	3,963	3,844	11,699	11,444	-2.2
Total des dépenses budgétaires	12,973	11,853	37,356	35,571	-4.8

La revue financière

Tableau 4

Le déficit et les besoins financiers

	Juin		Avril à juin	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Déficit/Excédent	-2,571	-653	-8,957	-5,295
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	111	113	64	164
Autres	-179	-118	-529	-227
Total	-68	15	-465	-63
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	21	-139	1,318	1,147
Comptes de pension de retraite	2,339	2,476	2,026	2,105
Autres	-19	13	-6	-40
Total	2,341	2,350	3,338	3,212
Autres opérations	-4,519	-4,057	-4,649	-4,515
Total des opérations non budgétaires	-2,246	-1,692	-1,776	-1,366
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-4,817	-2,345	-10,733	-6,661

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Juin		Avril à juin	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source de fonds (+) (opérations de change exclues)	-4,817	-2,345	-10,733	-6,661
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-91	-1,448	1,064	446
Opérations de la dette non échue payable en devises étrangères	1,635	-252	-1,691	369
Total	1,544	-1,196	-627	815
Total des besoins financiers / Source de fonds	-3,273	-1,149	-11,360	-5,846
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	3,953	3,828	10,568	7,128
Obligations d'épargne du Canada	-384	245	-1,266	-801
Bons du Trésor	-3	-3,700	3,747	-7,600
Autres	-90	273	-3,418	891
Total partiel	3,476	156	9,631	-382
<i>Moins :</i>				
Dette non échue détenue par l'État	140	144	439	423
Opérations de la dette non échue payable en devises	-1,635	252	1,691	-369
Total partiel	-1,495	396	2,130	54
Total des opérations de la dette non échue payable en dollars canadiens	1,981	552	11,761	-382
Variation de l'encaisse	-1,292	-597	401	-6,174

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 juin

	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2,289	2,358
En devises	5	23
Total de l'encaisse	2,294	2,381
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	234,155	259,893
Obligations d'épargne du Canada	30,120	30,627
Bons du Trésor	168,197	158,500
Autres	3,814	4,000
Total partiel	436,286	453,020
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	552	527
Total	435,734	452,493
Payable en devises		
Obligations négociables	9,929	9,501
Effets et prêts	0	921
Bons du Canada	5,302	6,744
Total partiel	15,231	17,166
Moins :		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	450,965	469,659

Diminution des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice, parce que leur calcul prend en compte les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, les placements et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, les autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

Les opérations non budgétaires se sont soldées, d'avril à juin 1996, par un besoin net de fonds de \$1.4 milliard comparativement à un besoin net de \$1.8 milliard pendant la période correspondante de 1995-96.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à \$6.7 milliards en 1996-97, en baisse de \$4.1 milliards par rapport à la même période en 1995-96.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Pour les trois premiers mois de 1996-97, les opérations de change se sont traduites par une source nette de fonds de 0.8 milliard, comparativement à des besoins nets de \$0.6 milliard en 1995-96.

La revue financière

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, opérations de change non comprises, s'est chiffré à \$5.8 milliards en 1996-97, en baisse de \$5.5 milliards par rapport aux besoins nets en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Au cours des trois premiers mois de 1996-97, le gouvernement a réduit ses emprunts auprès du secteur privé (opérations de la dette non échue) de \$0.4 milliard, comparativement à de nouveaux emprunts de \$11.8 milliards pendant la même période en 1995-96.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur intrants, des réductions et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et des dons à l'État affectés à la réduction de la dette sont, d'après la loi, versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	Avril à mars 1995-96	Avril à juin 1996-97
	(en millions de dollars)					
Recettes brutes de TPS	29,564	30,516	32,652	36,715	36,600	8,041
<i>Moins :</i>						
Remboursements	11,330	12,138	14,271	17,112	18,458	4,463
Crédit trimestriel versé aux personnes à faible revenu	2,262	2,503	2,685	2,816	2,842	722
Recettes nettes de TPS	15,168	14,868	15,696	16,787	15,299	2,855
Pénalités et intérêt reçus au titre de la TPS	19	71	90	129		
Gains tirés de la liquidation de participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			500	
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.2	
Produits pour le CSRD	15,190	15,050	15,786	16,916	15,799	2,855

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94 et 1994-95 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Pour toute demande de copies supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.

Également disponible sur Internet au <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Août 1996

